

Subsides

d'une position concurrentielle mondiale; quatrième, fournir une aide alimentaire aux pays qui en ont besoin.

A cette occasion, il a rappelé qu'il n'est plus suffisant d'évaluer la qualité de nos programmes d'aide alimentaire et que nous devons nous arrêter aussi à la gestion globale des approvisionnements alimentaires à l'échelle internationale. Enfin, à la Conférence des Nations Unies et de la FAO sur les contributions au Programme alimentaire mondial, tenue à New York le 21 février dernier, le ministre annonçait que le gouvernement canadien destine 95 millions pour chacune des années 79 et 80. Le plan de deux ans accorde donc 170 millions au chapitre des produits et 20 millions en espèces. Cette aide traduit la préoccupation du Canada face à la situation de l'alimentation mondiale. Notre aide aux pays en voie de développement comprend donc trois volets principaux: aide en aliments, que ce soit du blé, du lait écrémé en poudre ou du fromage, qui sont des surplus dans le domaine de nos produits au Canada et qui se chiffrent à plusieurs dizaines de millions de dollars en aide technique.

Ainsi, le Canada s'est efforcé au cours des années 1970 à resserrer les liens avec ses voisins d'Amérique Latine. L'un des premiers pas dans cette voie, c'est un programme d'aide technique bilatérale en Amérique Latine, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international. L'aide est dirigée vers trois secteurs: l'agriculture, l'éducation et le développement communautaire. Une autre façon pour le Canada de se rapprocher davantage, c'est d'augmenter sa participation à des institutions et organismes régionaux. L'Institut interaméricain des sciences agricoles est l'un de ces organismes. De plus, le ministère a nommé un fonctionnaire qui verra à faire connaître aux organismes internationaux intéressés nos programmes de recherche agricole.

Le ministère de l'Agriculture au Canada est conscient de ses responsabilités face à la situation alimentaire mondiale, et ce sont nos agriculteurs qui produisent les aliments que le Canada donne aux pays défavorisés. Ce sont ces fonctionnaires du ministère, qu'ils soient agronomes, vétérinaires ou chercheurs, qui les assistent, et le ministère de l'Agriculture est présent aux conférences internationales touchant à l'alimentation mondiale. Il fait sa large part pour aider les pays sous-développés ou manquant d'aliments, et on peut dire que notre programme est très généreux à l'heure actuelle. Et il veut demeurer actif dans ce domaine.

Monsieur l'Orateur, avant de terminer, parce que le temps presse et un de mes collègues veut également prendre la parole sur cette motion de l'opposition, j'aimerais rassurer le député de Bellechasse au sujet de la politique laitière. Il se disait craintif face à la nouvelle politique laitière qui sera annoncée prochainement, je dois le rassurer car comme gouvernement, nous avons toujours œuvré pour que cette politique laitière devienne de plus en plus rentable pour les producteurs laitiers du Québec et du Canada.

Je dois l'assurer qu'un comité spécial formé entre les députés du gouvernement, un sous-comité de l'Agriculture, travaille depuis trois mois afin de donner, sinon une des meilleures, mais une très bonne politique laitière à tous les producteurs de lait industriel au Canada. Il est certain que ces craintes dont on entend parler par les fédérations à propos des baisses de quotas ne nous laissent pas indifférents, mais nous travaillons toutefois pour que les quotas émis en 1977-1978 soient mainte-

nus en 1978-1979 par une politique ferme étudiée par le sous-comité de l'Agriculture et mes collègues de ce côté-ci de la Chambre.

● (1722)

[Traduction]

M. Cliff McIsaac (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, je remercie le député d'Elgin (M. Wise) de la motion qu'il a présentée aujourd'hui à la Chambre. Je pense qu'il est en effet temps que la Chambre soit saisie de cette question, et que l'on étudie les problèmes et les difficultés des producteurs agricoles canadiens. Le député a parlé du déclin continu des revenus agricoles, dans plusieurs secteurs. Nous avons entendu ensuite les interventions d'autres députés, dont le ministre. Je félicite le ministre pour les efforts qu'il a déployés et pour son dévouement à la cause des agriculteurs.

Les députés d'en face ne manquent pas de le critiquer parfois, mais je crois qu'en leur âme et conscience ils savent fort bien que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a tout fait pour défendre la cause des agriculteurs, dans les moindres coins du pays et dans tous les secteurs. Il s'est toujours montré direct et courageux. Même si les députés d'en face ne sont pas tous d'accord avec lui, je suis sûr qu'ils le reconnaîtront, et qu'ils savent très bien ce qu'il a fait pour défendre les intérêts des producteurs vivriers de notre pays. Les efforts du ministre ne sont pas beaucoup connus, dans les agglomérations rurales certains devraient peut-être mieux se rendre compte des difficultés des producteurs agricoles.

La production agricole est devenue si complexe que la plupart des gens ne comprennent pas vraiment certains problèmes qui se posent aujourd'hui aux agriculteurs. Je suis heureux d'avoir ici une lettre dont j'aimerais lire un paragraphe:

Il est inutile de vous dire le respect et l'estime que vous portent tous ceux qui sont associés à notre conseil.

Il s'agit d'une lettre adressée au ministre.

Comme vous l'avez dit dans votre allocution, tous nos membres ne sont peut-être pas libéraux, mais je puis vous assurer que tous vous reconnaissent comme un véritable ami, et comme le meilleur porte-parole des producteurs horticoles que nous ayons connu.

Cette lettre est signée du secrétaire-trésorier du Canadian Horticultural Council, et je crois qu'elle illustre fort bien les sentiments qui règnent dans beaucoup de secteurs agricoles du pays.

Je sais que le temps de parole qui me reste est très court. Après avoir dit ces mots à propos du ministre, j'aimerais parler d'un petit article paru en fin de semaine dernière dans un journal de l'Ouest canadien. Il s'agissait d'un communiqué du sous-ministre à propos du rapport d'un groupe de travail sur la production du bœuf. Je souhaiterais que certaines des personnes qui font ces études et qui travaillent pour le ministre soient aussi bien informées de la situation que lui. D'après ce rapport, il en coûte 35c. la livre pour produire une livre de bœuf au Canada à l'heure actuelle.

On a dû étouffer un rapport quelque part. Ces chiffres auraient pu s'appliquer il y a 15, 18 ou 20 ans de cela mais certainement pas aujourd'hui. J'ai été stupéfié par ce rapport et je n'ai pas encore eu l'occasion de découvrir d'où il provient et comment il a été rendu public. J'espère qu'il n'y a personne au sein du ministère qui y prête foi. Je sais que le ministre n'y croit pas non plus. Il sait que la situation est en réalité bien différente. J'espère seulement que certains de ses collabora-